

Avec ces remarques préliminaires, j'espère que le bref exposé que j'ai préparé à votre intention étoffera un peu le schéma que j'ai ébauché. Votre président, l'honorable sénateur Pearson, m'a prié de présenter au Comité spécial d'enquête du Sénat sur l'utilisation des terres un rapport sur l'activité de la Conférence ayant pour thème «Les Ressources de demain».

J'ai été très heureux d'apprendre que le Comité spécial d'enquête du Sénat sur l'utilisation des terres désirait connaître, dans ses grandes lignes, l'activité de la Conférence sur les ressources de demain, car une grande similitude caractérise vos travaux et ceux que la Conférence entend poursuivre. En effet, l'agriculture et l'utilisation des terres seront prises en considération sérieuse par la Conférence et les rapports de vos enquêtes auront à cet égard une grande importance. Cependant, le lien entre les deux est plus fort encore car, comme vous l'avez sans doute constaté, on ne peut restreindre des enquêtes de ce genre à un sujet immédiat. Des problèmes d'envergure nationale surgissent toujours de circonstances générales et compliquées.

Il faudrait admettre ici que la Conférence a des attributions beaucoup plus considérables et implique la discussion publique des questions soulevées par les mémoires qui lui seront soumis. Son mandat l'autorise à examiner les relations mutuelles entre les ressources afin de connaître l'ensemble des éléments se rapportant à la conservation et à la gestion dans l'utilisation parallèle de ces ressources, et qui impliquent aussi la participation du grand public, ce qui, pour moi, est très important.

Il serait sans doute utile de revoir brièvement la suite des événements qui nous ont conduits à l'étape actuelle de nos préparatifs en vue de la Conférence, parce que cela remonte assez loin. Dans un certain sens, les débuts datent de 1907 quand la Commission des voies de navigation intérieures des États-Unis a adressé un mémoire au président de ce pays. Ce mémoire insistait sur la nécessité d'une politique nationale au sujet de la conservation. A cette fin, les auteurs du mémoire proposaient que le Président convoque en séance les gouverneurs de tous les États. Cette réunion eut lieu et les gouverneurs y adoptèrent une déclaration de principes. Le Canada entra alors en scène car le président Roosevelt, alléguant que les principes de conservation transcendaient les frontières internationales, a demandé et obtenu une Conférence conjointe nord-américaine à laquelle le Canada et le Mexique ont participé. À la suite du rapport de la délégation canadienne sur cette conférence, le gouvernement canadien a résolu d'établir une Commission permanente de conservation.

Dans ce sens donc, les efforts que le Canada a déployés pour établir une politique de conservation nationale datent de la première décennie de ce siècle. Mais il importe autant de constater que, dès ce temps, la politique de conservation s'encastrait dans des considérations de souveraineté. Le président Roosevelt avait noté correctement qu'il fallait examiner ouvertement les aspects internationaux de ce problème et notre propre Commission de conservation s'est toujours souciee des difficultés implicites des frontières politiques. A ce propos, il est intéressant de savoir que l'honorable Clifford Sifton, à titre de président de la première réunion annuelle de la Commission de conservation, le 18 janvier 1910, a dit:

En adoptant une ligne de conduite, on a songé au grave danger qui se présenterait si les autorités provinciales envisageaient d'un mauvais œil toute commission créée par une loi fédérale et on a expressément formulé les dispositions de la loi de façon à prévenir tout prétexte à mécontentement, la représentation devant assurer, dans la mesure du possible, l'exposé le plus efficace des opinions de chaque province. De tous les organismes constitués au Canada, la commission est probablement celui qui a le caractère le plus véritablement national<sup>1</sup>.

<sup>1</sup>Procès-verbaux et premier rapport annuel de la Commission de conservation, Ottawa, du 18 au 21 janvier 1910, p. 5.